

Carrard Consulting SA

Aux créanciers de Banque Privée
Espírito Santo SA en liquidation

Lausanne, mars 2018

Une version anglaise et une version portugaise figurent à la fin de ce document, pour information. En cas de divergence avec la version française, seule la version française fait foi.

Banque Privée Espírito Santo SA en liquidation (BPES): Circulaire n° 14 à l'attention des créanciers de BPES – répartition provisoire du dividende aux créanciers de 3^{ème} classe

Madame, Monsieur,

Cette circulaire renseigne les créanciers sur une première répartition provisoire du dividende de liquidation aux créanciers de 3^{ème} classe. Elle est envoyée par pli recommandé uniquement aux créanciers (i) colloqués en troisième classe à l'état de collocation déposé en avril 2017, ou (ii) dont le rejet de la créance en troisième classe a fait l'objet d'une action en contestation de l'état de collocation, ou (iii) dont le traitement de la créance a été suspendu à l'état de collocation déposé en avril 2017, ou (iv) dont la créance a été produite tardivement et n'a pas encore été traitée par le liquidateur. Elle est également publiée sur le site internet du liquidateur.

La présente circulaire est traduite en anglais et en portugais. La version originale française fait foi en cas de divergence avec les versions anglaise et/ou portugaise.

Les créanciers sont rendus attentifs au formulaire joint en annexe à la présente, qu'il convient de remplir et de signer conformément aux instructions ci-après afin de pouvoir bénéficier d'une première répartition provisoire du dividende.

1. Etat de collocation

Conformément à ce qui avait été annoncé dans la circulaire portant sur l'année 2016, le liquidateur a publié une première version de l'état de collocation en avril 2017. Une décision de collocation a été envoyée à chaque créancier, avec indication du montant produit, du montant admis (le cas échéant) et de la classe dans laquelle la créance avait été admise.

Une trentaine d'actions en contestation de l'état de collocation ont été déposées à ce jour, dont une dizaine environ a été transigée avec l'accord de la Commission de surveillance. Les autres actions en contestation de l'état de collocation sont toujours pendantes.

2. Répartition provisoire du dividende en faveur des créanciers de 1^{ère} et 2^{ème} classes

Sur proposition du liquidateur, la Commission de surveillance (dans sa séance du 15 juin 2017) et la FINMA (par correspondance du 19 septembre 2017) ont validé une répartition provisoire du dividende de liquidation à hauteur de 100% en faveur des créanciers de 1^{ère} et 2^{ème} classes, notamment les anciens employés de BPES. Le dividende versé à ces créanciers s'élève approximativement à CHF 1.3 millions.

Le paiement du dividende en faveur de ces créanciers est intervenu pour l'essentiel en date des 29 septembre, 2 et 4 octobre 2017. La masse en faillite s'acquittera en 2018 des cotisations sociales (parts employé et employeur) dues aux caisses et institutions de prévoyance, qui ne sont pas comprises dans le montant de CHF 1.3 millions précité et qui ont été retenues sur le dividende versé aux anciens employés en ce qu'elles concernent la part employés.

3. Répartition provisoire du dividende en faveur des créanciers de 3^{ème} classe

a) Principe d'une répartition provisoire du dividende en faveur des créanciers de 3^{ème} classe

Sur proposition du liquidateur, la Commission de surveillance (dans sa séance du 13 décembre 2017) et la FINMA (par correspondance du même jour) ont validé une répartition provisoire du dividende à hauteur de 2.8% en faveur des créanciers de 3^{ème} classe, sous déduction d'une retenue de 30% concernant les créances en dommages-intérêts liées aux investissements dans les titres du GES.

Le dividende versé à ces créanciers s'élève environ à CHF 19.4 millions.

b) La détermination du montant à répartir de façon provisoire

(i) Détermination du dividende de liquidation

Le dividende estimé lors du dépôt de l'état de collocation en avril 2017 s'élevait à 4%. Le liquidateur distribuera un dividende provisoire équivalent à 2.8% des créances admises en 3^{ème} classe à l'état de collocation publié en avril 2017. Ce dividende a été déterminé sur une base estimative des liquidités à disposition de la masse au moment de la distribution, sous déduction des provisions estimées par le liquidateur en relation avec les prétentions connues de créanciers, de tiers et les coûts futurs de la liquidation. En outre, les créances considérées comme éligibles à une distribution provisoire de dividende intègrent non seulement les créances admises à l'état de collocation précité mais également (i) les créances de 3^{ème} classe

qui ont été rejetées par le liquidateur mais qui font l'objet d'une action en contestation de l'état de collocation, (ii) les créances produites tardivement jusqu'à la date du 13 décembre 2017 et (iii) les créances actuellement suspendues dans l'état de collocation du mois d'avril 2017, ceci à condition d'être définitivement admises à l'état de collocation (sur décision du liquidateur ou de l'autorité judiciaire compétente). En effet, seuls les créanciers définitivement colloqués à l'état de collocation participeront à cette distribution provisoire. Les montants potentiellement dus aux créanciers dont les créances sont suspendues, font l'objet d'une action en contestation de l'état de collocation ou ne sont pas encore colloqués (productions tardives jusqu'au 13 décembre 2017) seront conservés par la masse, pour leur être distribués dans la mesure où leur créance serait colloquée définitivement.

(ii) Le traitement des créances en dommages-intérêts

Les créances en dommages-intérêts relatives aux investissements dans les sociétés du GES aujourd'hui en faillite ont été admises à l'état de collocation, mais leur montant sera réduit de tout montant (dividendes de faillite) que lesdits créanciers percevront dans les liquidations de ces entités (condition résolutoire figurant dans les décisions de collocation). Il n'est donc pas possible de connaître aujourd'hui le montant définitif de ces créances admises à l'état de collocation. Ces créances se montent à près de CHF 900 millions, représentant plus de 90% de la totalité des créances de troisième classe admises à l'état de collocation et éligibles à la distribution.

Il convient par conséquent de prendre en considération le dividende de faillite qui pourrait être versé par les entités émettrices pour lesquelles des créances en dommages-intérêts ont été admises à l'état de collocation de BPES. Au vu des informations à sa disposition, le liquidateur estime improbable que ces entités distribuent en fin de compte un dividende supérieur à 30%. Dans cette mesure, il est nécessaire d'opérer une retenue à hauteur de 30% sur les montants à distribuer provisoirement aux créanciers admis en 3^{ème} classe en raison d'une créance en dommages-intérêts contre des sociétés du GES. Par souci de clarté, cette retenue ne s'applique pas aux créanciers dont les créances admises à l'état de collocation publié en avril 2017 reposent exclusivement sur des motifs autres qu'une prétention en dommages-intérêts en raison d'investissements dans le GES. En revanche, pour des questions de logistique liées au nombre important de créanciers admis à l'état de collocation, il ne sera pas possible d'opérer une distinction, pour un même créancier, entre une créance ordinaire (qui n'est pas concernée par la retenue de 30%) et une créance en dommages-intérêts (concernée par la retenue de 30%), de sorte que l'ensemble de la créance sera soumise à la retenue de 30%.

(iii) Les engagements pris par les créanciers bénéficiaires de la répartition provisoire

Si une entité du GES en faillite devait verser un produit de liquidation important, le dommage du créancier, et donc sa créance admise à l'état de collocation de BPES, pourrait se trouver sensiblement réduit. Il est ainsi possible que le montant perçu par un ou plusieurs créancier(s) au titre de la répartition provisoire du dividende

représente en définitive un pourcentage de sa (leur) créance finale supérieur au dividende final auquel auront droit tous les créanciers de 3^{ème} classe. Le trop-versé que la masse ne parviendrait pas à récupérer auprès du (des) créancier(s) concerné(s) constituerait alors un dommage pour la masse, respectivement pour les autres créanciers de BPES. Le liquidateur est toutefois d'avis, avec l'accord de la Commission de surveillance et de la FINMA, que l'intérêt d'une distribution anticipée en faveur de tous les créanciers l'emporte sur le risque précité, notamment en raison des intérêts négatifs qui frappent les liquidités à disposition de la masse en faillite. Les bénéficiaires de cette distribution devront toutefois :

- s'engager à reverser à la masse un éventuel trop-perçu dans l'hypothèse où le montant qui leur serait versé excéderait le dividende auquel ils auraient droit en définitive ;
- renoncer à toute indemnisation (notamment de la part de la masse en faillite, du liquidateur, de la Commission de surveillance ou de la FINMA) en relation avec un éventuel trop-perçu d'autres créanciers lié à cette distribution anticipée qui ne pourrait être récupéré par la masse en faillite ;
- céder d'ores et déjà à la masse en faillite, dans la mesure nécessaire, tous les droits contre et auprès des entités émettrices du GES dont le dividende de liquidation aurait pour effet d'entraîner un trop-perçu auprès du (des) créancier(s) concerné(s).

Ces engagements seront souscrits de manière irrévocable par la signature du formulaire figurant en Annexe 1 destiné à recueillir les informations nécessaires au paiement du dividende anticipé de liquidation de BPES. Aucune distribution provisoire ne sera effectuée en faveur des créanciers qui renonceraient à souscrire aux engagements précités.

c) Modalités de paiement et autres informations

Afin de pouvoir bénéficier de la répartition provisoire, chaque créancier doit **impérativement** remplir le formulaire joint en Annexe 1, le signer et le renvoyer par la poste en original au liquidateur (un envoi du formulaire par courriel n'est pas suffisant). La distribution interviendra en Francs suisses (CHF), de sorte que les informations bancaires fournies au liquidateur devront permettre le versement d'un montant en CHF. Le compte bancaire doit être au nom du créancier ou de son avocat valablement constitué auprès du liquidateur au moyen d'une procuration signée et incluant un mandat d'encaissement. Aucun paiement ne pourra intervenir en espèces.

Les montants retenus à hauteur de 30% sur les montants à distribuer provisoirement aux créanciers admis en 3^{ème} classe (voir chiffre [ii] ci-avant) ne seront pas consignés et ne porteront pas intérêts. Les frais de transfert bancaire seront partagés entre les créanciers et la masse en faillite, à raison de 50% chacun. Les créanciers sont rendus attentifs au fait que les versements à l'étranger sont susceptibles d'engendrer des frais de transfert bancaire additionnels. En raison du montant des

frais de transfert bancaire, les montants à distribuer inférieurs à CHF 50 ne seront pas versés dans le cadre de la répartition provisoire du dividende et seront conservés pour une distribution ultérieure, le cas échéant au moment de la distribution du dividende final.

Afin de pouvoir procéder aux vérifications de légitimation ainsi qu'aux contrôles en matière de lutte anti-blanchiment, chaque créancier est prié de remettre au liquidateur une copie lisible de sa pièce d'identité valable (passeport, carte d'identité). Cette copie n'a pas besoin d'être légalisée ni apostillée. Lorsque le créancier est une personne morale, il convient de remettre au liquidateur une copie du registre local des sociétés de la personne morale concernée avec indication des personnes autorisées à engager la société de même qu'une copie de leurs pièces d'identité. Ces copies n'ont pas besoin d'être légalisées ni apostillées.

En cas de décès d'un créancier, le liquidateur devra recevoir une copie du (des) certificat(s) d'héritier. Cette copie n'a pas besoin d'être légalisée ni apostillée. La remise d'un tel certificat est exigée même lorsque l'héritier est déjà connu du liquidateur dans l'hypothèse où le certificat n'est pas en main du liquidateur. Lorsque le compte bancaire sur lequel doit intervenir le paiement du dividende anticipé n'est pas au nom de l'hoirie et que la quote-part revenant à chaque héritier ne figure pas sur le certificat d'héritier (comme c'est le cas en Suisse par exemple), alors les héritiers remettront au liquidateur une copie du document de partage permettant au liquidateur de déterminer la part revenant à chaque héritier. Cette copie n'a pas besoin d'être légalisée ni apostillée. Elle peut être remplacée par la signature du formulaire figurant en Annexe 1 par tous les héritiers. Chaque héritier remettra dans tous les cas une copie lisible de sa pièce d'identité valable (passeport, carte d'identité). Cette copie n'a pas besoin d'être légalisée ni apostillée. Le montant figurant en Annexe 1 inclut le montant global revenant à l'hoirie. En cas de partage dûment documenté, les héritiers recevront chacun la quote-part qui leur revient.

En raison des différentes opérations à mener par le liquidateur avant la distribution effective du dividende anticipé aux créanciers, ces derniers sont invités à retourner le formulaire en annexe dans les meilleurs délais. Le liquidateur procédera aux paiements au fur et à mesure de la réception des informations nécessaires. **La distribution anticipée du dividende pourrait toutefois ne pas intervenir avant plusieurs semaines ensuite de la réception du formulaire par le liquidateur.**

Le liquidateur se tient à votre disposition pour toute question au sujet de la présente.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Liquidateur, Carrard Consulting SA

Annexe 1 – Coordonnées bancaires du créancier

Carrard Consulting SA

To the creditors of Banque Privée
Espírito Santo SA in liquidation

Lausanne, March 2018

Banque Privée Espírito Santo SA in liquidation (BPES): Circular no. 14 for the attention of the creditors of BPES – provisional distribution of the dividend to the 3rd class creditors

Dear Sir, Madam,

This circular informs the creditors about a first provisional distribution of the liquidation dividend to the 3rd class creditors. It is sent by registered letter only to the creditors (i) classified in third class in the claims register filed in April 2017, or (ii) for which the rejection of the claim in third class has been the subject of an action to challenge the claims register, or (iii) for which the processing of the claim has been suspended in the claims register filed in April 2017, or (iv) for which the claim has been lodged late and has not yet been processed by the liquidator. It is also published on the liquidator's website.

This circular is translated into English and Portuguese. The original French version shall prevail in the event the English and/or Portuguese versions diverge.

The creditors are hereby informed about the form attached in the appendix hereof, that needs to be filled in and signed in accordance with the instructions below in order to be able to benefit from a first provisional distribution of the dividend.

4. Claims register

Pursuant to that which has been announced in the circular concerning 2016, the liquidator published a first version of the claims register in April 2017. A claims decision was sent to each creditor, with an indication of the amount lodged, the amount admitted (where applicable) and the class in which the claim had been admitted.

Around thirty actions to challenge the claims register have been filed to date, of which around ten have been settled with the agreement of the Supervisory Board. The other actions to challenge the claims register are still pending.

5. Provisional distribution of the dividend to 1st and 2nd class creditors

On the liquidator's proposal, the Supervisory Board (in its meeting of 15 June 2017) and FINMA (by correspondence on 19 September 2017) validated a provisional distribution of the liquidation dividend of 100% to the 1st and 2nd class creditors, notably former employees of BPES. The dividend paid to these creditors totals approximately CHF 1.3 million.

The payment of the dividend to these creditors took place principally on 29 September and on 2 and 4 October 2017. In 2018, the estate in bankruptcy will pay the social security charges (employee and employer shares) due to the collection agencies, which are not included in the aforementioned sum of CHF 1.3 million and which have been withheld on the dividend paid to former employees concerning the employees' share.

6. Provisional distribution of the dividend to the 3rd class creditors

a) Principle of a provisional distribution of the dividend to the 3rd class creditors

On the liquidator's proposal, the Supervisory Board (in its meeting of 13 December 2017) and FINMA (by correspondence on the same day) validated a provisional distribution of the dividend of 2.8% to the 3rd class creditors, after deducting a holdback of 30% concerning claims for damages related to investments in GES securities.

The dividend paid to these creditors totals around CHF 19.4 million.

b) Determination of the amount to be distributed provisionally

(iv) Determination of the liquidation dividend

The estimated dividend during the filing of the claims register in April 2017 totalled 4%. The liquidator will distribute a provisional dividend equal to 2.8% of the claims admitted in 3rd class to the claims register published in April 2017. This dividend has been determined on an estimated basis of the cash available to the estate at the time of the distribution, after deducting the provisions estimated by the liquidator in relation to the known claims of creditors, third parties and future costs of the liquidation. Furthermore, the claims considered as eligible for a provisional distribution of the dividend incorporate not only the claims admitted to the aforementioned claims register but also (i) the 3rd class claims that have been rejected by the liquidator but that are the subject of an action to challenge the claims register, (ii) claims lodged late up to 13 December 2017 and (iii) claims currently suspended in the claims register from April 2017, and this on condition of being definitively admitted to the claims register (on the decision of the liquidator or the

competent legal authority). In fact, only the creditors definitively entered on the claims register will benefit from this provisional distribution. The amounts potentially due to the creditors for whom the claims are suspended, are the subject of an action to challenge the claims register or are not yet entered (late lodgings up to 13 December 2017) will be kept by the estate, for them to be distributed insofar as their claim would be definitively entered.

(v) *Processing of claims for damages*

The claims for damages relating to investment in GES companies currently in bankruptcy have been admitted to the claims register, but their amount will be reduced by any amount (bankruptcy dividends) that the said creditors will receive in the liquidations of these entities (condition subsequent featured in the claims decisions). Therefore, it is not possible to currently know the definitive amount of these claims admitted to the claims register. These claims total close to CHF 900 million, representing more than 90% of all of the third-class claims admitted to the claims register and eligible for distribution.

Consequently, we should take into consideration the bankruptcy dividend that could be paid by the issuing entities for which the claims for damages have been admitted to the BPES claims register. In view of the information at its disposal, the liquidator considers it improbable that these entities will in the end distribute a dividend exceeding 30%. To that extent, it is necessary to withhold 30% on the amounts to be distributed provisionally to the creditors admitted into the 3rd class due to a claim for damages against GES companies. To be clear, this holdback does not apply to the creditors for whom the claims admitted to the claims register published in April 2017 rest exclusively on reasons other than a claim for damages due to investments in GES. On the other hand, for logistics reasons due to the large number of creditors admitted to the claims register, it will not be possible to make a distinction, for a same creditor, between an ordinary claim (which is not affected by the 30% holdback) and a claim for damages (affected by the 30% holdback), so that all of the claim will be subject to the 30% holdback.

(vi) *Undertakings given by the creditors benefiting from the provisional distribution*

If a GES entity in bankruptcy must pay a large liquidation sum, the creditor's damage, and therefore his claim admitted to the BPES claims register, could be sharply reduced. Therefore, it is possible that the amount received by one or more creditors under the provisional distribution of the dividend represents in the end a percentage of his (their) final claim that is higher than the final dividend to which all the 3rd class creditors will be entitled. The overpayment that the estate would not be able to recover from the creditors in question would then constitute damage for the estate, respectively for the other creditors of BPES. However, the liquidator is of the opinion, with the agreement of the Supervisory Board and FINMA, that the importance of an early distribution to all the creditors outweighs the aforementioned risk, notably due to the negative interest that affects the cash at the disposal of the estate in bankruptcy. However, the beneficiaries of this distribution must:

- undertake to pay back to the estate any overpayment in the event that the amount paid to them exceeds the dividend to which they would be definitively entitled;
- waive any compensation (notably from the estate in bankruptcy, the liquidator, the Supervisory Board or FINMA) in relation to any overpayment of other creditors linked to this early distribution that would not be able to be recovered by the estate in bankruptcy;
- transfer already to the estate in bankruptcy, insofar as necessary, all the rights against and with the issuing entities of GES, for which the liquidation dividend could result in an overpayment to the creditor(s) in question.

These undertakings will be made irrevocably by signing the form featured in Appendix 1 intended to collect the information required for the payment of the early dividend of the BPES liquidation. No provisional distribution will be made to the creditors that waive the aforementioned undertakings.

c) *Payment methods and other information*

*In order to be able to benefit from the provisional distribution, each creditor must **without fail** fill in the form attached in Appendix 1, sign it and send it by post in the original to the liquidator (sending the form by email is not sufficient). The distribution will take place in Swiss francs (CHF), so that the bank information provided to the liquidator must enable the payment of an amount in CHF. The bank account must be in the name of the creditor or of his lawyer legitimately formed with the liquidator by means of a signed authorisation and including an authorisation to effect collection. No payment can take place in cash.*

The 30% amounts withheld from the amounts to be distributed provisionally to the creditors admitted in 3rd class (see figure [ii] above) will not be deposited and will not bear interest. The bank transfer charges will be shared between the creditors and the estate in bankruptcy, 50% each. Creditors are hereby notified that payment transfers abroad are likely to result in additional bank transfer charges. Due to the size of the bank transfer charges, amounts to be distributed below CHF 50 will not be paid under the provisional distribution of the dividend and will be kept for a later distribution, where applicable at the time the final dividend is distributed.

In order to be able to carry out legitimacy and anti-money laundering checks, each creditor is asked to send the liquidator a legible copy of his current ID (passport, identity card). This copy does not need to be accompanied by an authentication or apostille certification. When the creditor is a legal entity, the liquidator will require a copy of the local companies register entry of the legal entity in question with an indication of the persons authorised to bind the company as well as a copy of their identity documents. These copies do not need to be accompanied by an authentication or apostille certification.

If a creditor dies, the liquidator must receive a copy of the inheritance certificate(s). This copy does not need to be accompanied by an authentication or apostille certification. The sending of such certificate is required even when the heir is already known to the liquidator in the event that the certificate is not in the hands of the liquidator. When the bank account into which the payment of the early dividend takes place is not in the name of the heirs and the quota due to each heir does not feature on the inheritance certificate (as is the case in Switzerland for example), then the heirs will send the liquidator a copy of the document establishing the division enabling the liquidator to determine the share owed to each heir. This copy does not need to be accompanied by an authentication or apostille certification. It can be replaced by all the heirs signing the form provided in Appendix 1. In all cases, each heir will send a legible copy of his current identity document (passport, identity card). This copy does not need to be accompanied by an authentication or apostille certification. The amount featured in Appendix 1 includes the overall amount owed to the heirs. In the event of a duly documented division, the heirs will each receive the quota owed to them.

*Due to the different operations to be carried out by the liquidator before the actual distribution of the early dividend to the creditors, the latter are invited to return the form in the appendix as soon as possible. The liquidator will make the payments as and when he receives the necessary information. **However, the early distribution of the dividend cannot take place before several weeks following receipt of the form by the liquidator.***

The liquidator will be at your disposal for any questions arising from this document.

Yours faithfully,

The Liquidator, Carrard Consulting SA

Appendix 1 – Creditor’s bank details

Carrard Consulting SA

Aos credores do Banque Privée
Espírito Santo SA em liquidação

Lausana, março de 2018

Banque Privée Espírito Santo SA em liquidação (BPES): Circular n.º 14 dirigida aos credores do BPES – alocação provisória do dividendo aos credores de 3.ª classe

Exm.ª Senhora, Exm.º Senhor,

Esta circular informa os credores acerca de uma primeira alocação provisória do dividendo de liquidação aos credores de 3.ª classe. É enviada, por carta registada, apenas aos credores (i) classificados na terceira classe da classificação dos credores registada em abril de 2017 ou (ii) cuja rejeição do crédito na terceira classe tenha sido objeto de uma ação de contestação da classificação dos credores ou (iii) cujo processamento do crédito foi suspenso na classificação dos credores registada em abril de 2017 ou (iv) cujo crédito foi apresentado tardiamente e ainda não foi processado pelo liquidatário. É igualmente publicada no website do liquidatário.

A presente circular é traduzida em inglês e português. A versão original francesa faz fé no caso de divergência com as versões inglesa e/ou portuguesa.

É chamada a atenção dos credores para o formulário em anexo, o qual deve ser preenchido e assinado de acordo com as instruções abaixo com vista a poderem beneficiar de uma primeira alocação provisória do dividendo.

7. Classificação dos credores

De acordo com o anunciado na circular relativa a 2016, o liquidatário publicou uma primeira versão da classificação dos credores em abril de 2017. Uma decisão de classificação dos credores foi enviada a cada credor a indicar o montante produzido, o montante admitido (se for o caso disso) e a classe em que o crédito tinha sido admitido.

Cerca de trinta ações de contestação da classificação dos credores foram depositadas até à data, das quais cerca de dez foram transigidas com o acordo da

Comissão de Supervisão. As restantes ações de contestação da classificação dos credores continuam pendentes.

8. Alocação provisória do dividendo a favor dos credores de 1.^a e 2.^a classes

Mediante proposta do liquidatário, a Comissão de Supervisão (na respetiva sessão de 15 de junho de 2017) e a FINMA (por correspondência datada de 19 de setembro de 2017) validaram uma alocação provisória do dividendo de liquidação de 100% a favor dos credores de 1.^a e 2.^a classes, em especial os antigos funcionários do BPES. O dividendo pago a estes credores ascende em cerca de 1,3 milhão de francos suíços.

O pagamento do dividendo a favor destes credores ocorreu, principalmente, em 29 de setembro, 2 e 4 de outubro de 2017. Em 2018, a massa falida pagará as contribuições para a Segurança Social (parte dos funcionários e da entidade patronal) devidas às caixas e instituições de previdência, as quais não estão incluídas no montante de 1,3 milhão de francos suíços acima referido, e que foram deduzidas do dividendo pago aos antigos funcionários relativamente à parte dos funcionários.

9. Alocação provisória do dividendo a favor dos credores de 3.^a classe

a) Princípio de uma alocação provisória do dividendo a favor dos credores de 3.^a classe

Mediante proposta do liquidatário, a Comissão de Supervisão (na respetiva sessão de 13 de dezembro de 2017) e a FINMA (por correspondência datada do mesmo dia) validaram uma alocação provisória do dividendo de 2,8% a favor dos credores de 3.^a classe, após dedução de uma retenção de 30% em relação aos créditos por perdas e danos associados aos investimentos nos títulos do GES.

O dividendo pago a estes credores ascende em cerca de 19,4 milhões de francos suíços.

b) A determinação do montante a ser alocado provisoriamente

(vii) Determinação do dividendo de liquidação

O dividendo estimado aquando do depósito da classificação dos credores em abril de 2017 ascendia em 4%. O liquidatário distribuirá um dividendo provisório equivalente a 2,8% dos créditos admitidos na 3.^a classe da classificação dos credores publicada em abril de 2017. Este dividendo foi determinado com base numa estimativa da liquidez ao dispor da massa aquando da distribuição, após dedução das provisões estimadas pelo liquidatário em relação às reclamações conhecidas de credores, terceiros e os custos futuros da liquidação. Além disso, os créditos considerados elegíveis para uma distribuição provisória de dividendo incluem não só os créditos admitidos na classificação dos credores acima referida, como também (i) os créditos de 3.^a classe rejeitados pelo liquidatário, mas que são

objeto de uma ação de contestação da classificação dos credores, (ii) os créditos apresentados tardiamente até 13 de dezembro de 2017 e (iii) os créditos atualmente suspensos na classificação dos credores de abril de 2017, desde que sejam definitivamente admitidos na classificação dos credores (por decisão do liquidatário ou da autoridade judicial competente). De facto, apenas os credores definitivamente classificados na classificação dos credores participarão nesta distribuição provisória. Os montantes potencialmente devidos aos credores cujos créditos estão suspensos, são objeto de uma ação de contestação da classificação dos credores ou ainda não foram classificados (apresentações tardias até 13 de dezembro de 2017) serão mantidos pela massa para serem distribuídos quando o seu crédito for definitivamente admitido na classificação dos credores.

(viii) O tratamento dos créditos por perdas e danos

Os créditos por perdas e danos relativos aos investimentos nas empresas do GES atualmente falidas foram admitidos na classificação dos credores, mas o seu montante será reduzido de qualquer montante (dividendos de falência) que os referidos credores receberão nas liquidações destas entidades (condição resolutória constante das decisões de classificação dos credores). Por conseguinte, não é possível saber, atualmente, o montante definitivo destes créditos admitidos na classificação dos credores. Estes créditos ascendem em cerca de 900 milhões de francos suíços, representando mais de 90% de todos os créditos de 3.^a classe admitidos na classificação dos credores e elegíveis para distribuição.

Por conseguinte, convém considerar o dividendo de falência que poderá ser pago pelas entidades emitentes para as quais tenham sido admitidos créditos por perdas e danos na classificação dos credores do BPES. Com base nas informações ao seu dispor, o liquidatário considera improvável que estas entidades acabem por distribuir um dividendo superior a 30%. Assim, é necessário aplicar uma retenção de 30% nos montantes a serem distribuídos provisoriamente aos credores admitidos na 3.^a classe devido a um crédito por perdas e danos contra empresas do GES. Por razões de clareza, esta retenção não se aplica aos credores cujos créditos admitidos na classificação dos credores publicada em abril de 2017 se baseiam, exclusivamente, em motivos diferentes de uma reclamação por perdas e danos devido a investimentos no GES. Em contrapartida, por questões logísticas relacionadas com a grande quantidade de credores admitidos na classificação dos credores, não será possível fazer uma distinção, para o mesmo credor, entre um crédito ordinário (não abrangido pela retenção de 30%) e um crédito por perdas e danos (abrangido pela retenção de 30%), de modo que todo o crédito estará sujeito à retenção de 30%.

(ix) Os compromissos assumidos pelos credores beneficiários da alocação provisória

Se uma entidade falida do GES tivesse de pagar um resultado de liquidação importante, o dano do credor e, portanto, o seu crédito admitido na classificação dos credores do BPES, poderiam ser significativamente reduzidos. Portanto, é possível que o montante recebido por um ou vários credores por força da alocação provisória do dividendo represente, finalmente, uma percentagem do seu crédito final maior do

que o dividendo final ao qual todos os credores de 3.^a classe terão direito. O montante pago em excesso que a massa não poderia recuperar junto do(s) credor(es) em causa iria então constituir um dano para a massa, respetivamente, para os outros credores do BPES. O liquidatário é, no entanto, da opinião, com o acordo da Comissão de Supervisão e da FINMA, que o interesse de uma distribuição antecipada a favor de todos os credores prevalece sobre o risco acima referido, em especial devido aos juros negativos que afetam a liquidez ao dispor da massa falida. No entanto, os beneficiários desta distribuição deverão:

- comprometer-se a pagar à massa um eventual montante recebido em excesso na hipótese de o montante pago exceder o dividendo a que teriam finalmente direito;
- renunciar a qualquer indemnização (em especial por parte da massa falida, do liquidatário, da Comissão de Supervisão ou da FINMA) em relação a um eventual montante recebido em excesso de outros credores associado a esta distribuição inicial que não possa ser recuperado pela massa falida;
- transferir imediatamente para a massa falida, desde que necessário, todos os direitos contra e junto das entidades emitentes do GES cujo dividendo de liquidação resultaria num montante recebido em excesso junto do(s) credor(es) em causa.

Estes compromissos serão subscritos irrevogavelmente por força da assinatura do formulário constante do Anexo 1 destinado a recolher as informações necessárias ao pagamento do dividendo antecipado de liquidação do BPES. Não será efetuada qualquer distribuição provisória a favor dos credores que renunciem a subscrever os compromissos acima referidos.

c) Modalidades de pagamento e outras informações

Para poder beneficiar da alocação provisória, cada credor deve **obrigatoriamente** preencher o formulário do Anexo 1, assiná-lo e devolver o original por correio ao liquidatário (não basta enviar o formulário por e-mail). A distribuição será efetuada em francos suíços (CHF), de modo que os dados bancários fornecidos ao liquidatário deverão permitir o pagamento de um montante em CHF. A conta bancária deve estar em nome do credor ou do seu advogado validamente constituído junto do liquidatário por meio de uma procuração assinada e que inclua um mandato de cobrança. Nenhum pagamento poderá ser efetuado em numerário.

Os montantes retidos até 30% nos montantes a serem distribuídos provisoriamente aos credores admitidos na 3.^a classe (consulte o ponto [ii] acima) não serão registados e não resultarão em juros. As taxas de transferência bancária serão partilhadas entre os credores e a massa falida, cada parte pagando, respetivamente, 50%. Os credores são informados de que os pagamentos no exterior podem resultar em taxas adicionais de transferência bancária. Devido ao montante das taxas de transferência bancária, os montantes a serem distribuídos inferiores a 50 francos suíços não serão pagos no âmbito da alocação provisória do dividendo e serão

mantidos para uma distribuição posterior, se for o caso disso, aquando da distribuição do dividendo final.

Para poder proceder às verificações de legitimação, bem como aos controlos em matéria de combate ao branqueamento de capitais, cada credor deve entregar ao liquidatário uma cópia legível do seu documento de identidade válido (passaporte ou bilhete de identidade). Essa cópia não requer carimbo de legalização ou apostilha. Quando o credor é uma pessoa coletiva, devem ser entregues ao liquidatário uma cópia do registo local das empresas da pessoa coletiva em causa a indicar as pessoas autorizadas a agir em nome da empresa, bem como uma cópia dos respetivos documentos de identidade. Essas cópias não requerem carimbo de legalização ou apostilha.

No caso de falecimento de um credor, o liquidatário deverá receber uma cópia do(s) certificado(s) de herdeiro. Essa cópia não requer carimbo de legalização ou apostilha. A entrega desse(s) certificado(s) é exigida, independentemente de o herdeiro já ser do conhecimento do liquidatário na eventualidade de o certificado não estar na posse do liquidatário. Quando a conta bancária em que o pagamento do dividendo antecipado deve ser efetuado não estiver em nome da herança e que a quota-parte atribuível a cada herdeiro não constar do certificado de herdeiro (como é o caso na Suíça, por exemplo), então os herdeiros entregarão ao liquidatário uma cópia do documento de partilha que permita ao liquidatário determinar a parte atribuível a cada herdeiro. Essa cópia não requer carimbo de legalização ou apostilha. Pode ser substituído pela assinatura do formulário constante do Anexo 1 por parte de todos os herdeiros. Em todos os casos, cada herdeiro entregará uma cópia legível do seu documento de identidade válido (passaporte ou bilhete de identidade). Essa cópia não requer carimbo de legalização ou apostilha. O montante constante do Anexo 1 inclui o montante total atribuível à herança. No caso de partilha devidamente documentada, cada herdeiro receberá a quota-parte que lhe é atribuível.

*Devido às diferentes operações a serem realizadas pelo liquidatário antes da distribuição efetiva do dividendo antecipado aos credores, pede-se a estes últimos para devolverem o formulário em anexo o mais rapidamente possível. O liquidatário irá proceder aos pagamentos à medida que forem recebidas as informações necessárias. **No entanto, a distribuição antecipada do dividendo poderá não ocorrer antes de várias semanas após a receção do formulário pelo liquidatário.***

O liquidatário está ao seu dispor para qualquer questão relacionada com a presente circular.

Queira aceitar, Exm.^a Senhora, Exm.^o Senhor, a expressão da nossa mais alta consideração.

O Liquidatário, Carrard Consulting SA

Anexo 1 - Dados bancários do credor